
La Bourse d'Istanbul, la livre turque en baisse sur fond de crise politique

AFP - Collectif VAN - 17/3/2008

ISTANBUL - La Bourse d'Istanbul et la livre turque ont chuté lundi alors que l'annonce vendredi du lancement d'une procédure en interdiction du parti au pouvoir pour des "activités allant à l'encontre de la laïcité" a plongé les investisseurs dans l'incertitude.

L'IMKB-100, principal indice, a chuté de 2997,67 points (7,04%) à l'ouverture par rapport à la clôture vendredi soir, tombant à 39.588,24 points.

La baisse s'est poursuivie pour atteindre 3.199,8 points (7,51%) à la mi-journée, la séance matinale s'achevant à 39.386 points.

L'indice n'était plus passé sous la barre des 40.000 depuis le 6 mars 2007.

La livre turque a dans le même temps perdu 3,6% face au dollar, s'échangeant à 1,277 livre pour un dollar lundi, contre 1,231 livre pour un dollar vendredi.

Cette chute survient dans un contexte de pessimisme sur les places boursières internationales, alimenté par l'effondrement vendredi de la banque américaine d'investissements Bear Stearns.

Elle intervient aussi alors que le procureur de la Cour de cassation a déposé vendredi devant la Cour constitutionnelle un texte une demande d'interdiction Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir pour des "activités allant à l'encontre de la laïcité".

Il a également réclamé une interdiction d'exercer en politique pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le président Abdullah Gül.

La cour constitutionnelle turque a entamé lundi l'examen de la recevabilité de cette demande dénoncée par M. Erdogan comme une atteinte à la démocratie.

Un verdict sur le fond n'est pas attendu avant plusieurs mois.

La "baisse est liée à la tentative de faire interdire l'AKP car le gouvernement va devoir utiliser son énergie politique pour résoudre cette affaire et du coup va ralentir les réformes demandées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international", a commenté Özgür Altug, chef économiste chez Raymond James.

"Même si cela n'a pas encore été inclus dans la facture, les investisseurs s'inquiètent aussi de ce qui va se passer en terme de stabilité politique si l'AKP est interdit", a-t-il ajouté.

Tout en relativisant la portée de ces événements de politique interne par rapport à ceux liés à la conjoncture mondiale, l'analyste a souligné que "s'il n'y a pas de stabilité politique, il n'y a pas d'investissements".

"Ce que craignent les investisseurs, c'est que la stabilité que la Turquie a progressivement acquise en dépit de conditions difficiles à l'étranger soit maintenant en danger", a-t-il poursuivi.

Arrivé pour la première fois au pouvoir en 2002, l'AKP s'est gagné la sympathie des milieux d'affaires en consolidant l'économie turque après une grave crise financière, en attirant les investissements étrangers et en lançant des négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

<http://www.romandie.com/ats/news/080317123356.thdw7ccx.asp>
